



# Bruges

2024-PERM-.18.  
PTO/Centre juridique/TV

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213300759-20240131-2024-PERM-18-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/02/2024

Publication : 01/02/2024

## Arrêté du Maire portant délégation de fonction à Emmanuelle LAMARQUE, Sixième Adjointe au Maire

**Le Maire de la Commune de Bruges (33520),**

- **VU** le Procès-verbal d'installation du Conseil Municipal et de l'élection du Maire et des Adjointes au Maire en date du 3 juillet 2020,
- **VU** la délibération n°2020.04.03 du 7 octobre 2020, reçue en Préfecture de la Gironde le 8 octobre 2020, portant création d'un neuvième poste d'Adjoint au Maire,
- **VU** l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, qui confère au Maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Adjointes et à des membres du Conseil Municipal,
- **VU** la délibération n°2020.03.05 du 10 juillet 2020, reçue en Préfecture de la Gironde le 10 juillet 2020, relative aux délégations du conseil municipal au Maire, dans le cadre de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** l'arrêté municipal n° PERM 2020-81 en date du 9 juillet 2020, reçu en Préfecture de la Gironde le 13 juillet 2020, portant délégation de fonction à Emmanuelle LAMARQUE, Septième Adjointe au Maire,
- **VU** le courrier en date du 28 décembre 2023 émanant de Madame Isabelle LARCHE, Première Adjointe au Maire, faisant part de sa démission de ses fonctions d'Adjointe et de son mandat de conseillère municipale, laquelle démission a été rendue définitive par acceptation de M. le Préfet de la Gironde le 19 janvier 2024,
- **VU** la délibération du Conseil municipal n°.2024.01..01... en date du 30 janvier 2024, reçue en Préfecture de la Gironde le ..30/01/2024....., procédant à l'élection de Madame Catherine CESTARI en tant qu'Adjointe au Maire ayant pris place en dernier rang,
- **CONSIDERANT** que suite à cette élection d'une nouvelle Adjointe, il y a lieu de procéder à la révision des délégations de fonctions des Adjointes,

### ARRÊTE

-----

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

L'arrêté du Maire n° PERM 2020-81 en date du 9 juillet 2020 susvisé, portant délégation de fonction à Emmanuelle LAMARQUE, Septième Adjointe au Maire, est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

#### **ARTICLE 2**

Madame le Maire donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de fonction à **Emmanuelle LAMARQUE, Sixième Adjointe au Maire, déléguée à l'enfance et à l'éducation**, pour tous actes, décisions, rapports, correspondances et tous documents divers relevant de sa délégation, notamment dans les domaines suivants :



# Bruges

- Politique éducative et de la petite enfance,
- Affaires scolaires : écoles, restauration scolaire, lien avec les parents d'élèves,
- Affaires périscolaires : accueils de loisirs, accueils périscolaires, lien avec les parents d'élèves,
- Petite Enfance : crèches, relais assistantes maternelles, lien avec les parents,
- Développement du plan numérique des écoles,
- Relations avec les fédérations et les associations relatives au périmètre de la délégation et notamment celles regroupant les parents d'élèves,
- Relations avec les collèges du territoire,
- Promotions des projets éducatifs et pédagogiques,
- Gestion et suivi des projets d'équipements scolaires,
- Engagement des dépenses de fonctionnement, en lien avec ces délégations,
- Relations avec toutes administrations et organismes correspondants.

## **ARTICLE 3**

Afin d'assurer la continuité des services municipaux, et de pallier l'urgence, et uniquement lorsqu'elle est en **période d'astreinte**, Madame le Maire donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation à **Emmanuelle LAMARQUE, Sixième Adjointe au Maire**, pour les actes suivants :

- Les arrêtés prescrivant une admission immédiate et provisoire en soins psychiatriques, conformément aux dispositions en vigueur du code de la santé publique,
- Les arrêtés relatifs aux périls imminents, conformément aux dispositions en vigueur du code de la construction et de l'habitation,
- Les arrêtés de fermeture des établissements recevant du public (ERP), conformément aux dispositions en vigueur du code de la construction et de l'habitation,
- Les arrêtés relatifs aux mesures urgentes de sécurité individuelle à l'encontre de la circulation, ou la détention d'animaux dangereux, conformément aux dispositions en vigueur du code rural,
- Les arrêtés pris sur le fondement de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales relatif aux mesures de polices, et notamment les événements météorologiques exceptionnels,
- Les dépôts de plainte au nom de la commune.

## **ARTICLE 4**

Le présent arrêté qui sera transmis en Préfecture et publié sous format électronique sur le site Internet de la Ville de BRUGES, prend effet à compter du **1<sup>er</sup> février 2024**.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Gironde, Monsieur le Procureur de la République, Monsieur le Trésorier Public de la Ville, et à l'intéressée.

## **ARTICLE 5**

Le Maire, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire de BRUGES et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication électronique.



# Bruges

Fait à Bruges, le 31 janvier 2024

Signature originale de  
Madame Emmanuelle LAMARQUE

Le Maire,



*ruwan*

